

## Brûlures franco-polonaises

Après quarante-huit heures de garde à vue et d'interrogatoire dans un commissariat de Cracovie qui se soldent par une décision d'expulsion, un libraire français est mis par les policiers dans un autobus qui le conduit en dehors de la ville. Là, des « inconnus », qui de toute évidence le suivaient, s'emparent de lui, le font entrer de force dans une voiture noire, le contraignent à s'agenouiller sur le plancher du véhicule, le frappent et, avec le plus grand calme, le brûlent avec des cigarettes, avant de l'éjecter de la voiture.

Les faits parlent d'eux-mêmes et rappellent inmanquablement d'autres affaires, certes beaucoup plus graves, mais de même nature, et en tout premier lieu l'enlèvement par trois officiers de la police politique du Père Popieluszko - qui, lui, fut battu à mort. On songe aussi à divers incidents plus ou moins mystérieux et restés impunis au cours desquels des sympathisants de Solidarité ont été enlevés, brutalisés et menacés - sans même parler de divers décès plus que suspects.

L'aventure - heureusement plus bénigne - que vient de vivre le libraire parisien, qui avait sans doute eu des contacts avec les milieux de l'opposition de Cracovie, comporte un élément nouveau. Son « héros » est pour la première fois un étranger, et de plus un Français. L'incident survient à un moment où les autorités de Varsovie déploient les plus grands efforts pour alimenter, y compris au moyen de procédés grossiers, une campagne destinée à présenter les protestataires comme des agents stipendiés de l'« impérialisme ». Et aussi alors que les relations franco-polonaises restent au plus bas.

Les dirigeants actuels de Varsovie n'ont jamais pardonné à la France - aussi bien au gouvernement qu'à l'opinion - d'avoir manifesté clairement sa sympathie à Solidarité et surtout d'avoir occupé une position en pointe dans la politique de sanctions prises par les Occidentaux après le coup de force du général Jaruzelski. Un certain mieux semblait en passe de s'esquisser dans le courant de 1984, mais les quelques perspectives encourageantes ne se sont pas concrétisées. Aucun responsable gouvernemental français ne s'est depuis lors rendu en Pologne, et la France reste, dans tous les discours officiels, y compris ceux du général Jaruzelski lui-même, l'objet de remarques aigres et parfois offensantes.

De là à affirmer que la mésaventure du libraire français a été planifiée en haut lieu, il y a un pas. Mais un certain climat a été créé qui suffit à expliquer ce qui, dans la meilleure des hypothèses, n'a peut-être été qu'une initiative locale de policiers désireux de donner une bonne leçon à ces Français si entichés de Solidarité.

L'incident place Paris dans une situation délicate. Les responsables français soulignent volontiers qu'ils sont l'objet de pressions insistantes de la part des autres pays ouest-européens qui souhaitent accélérer le processus de normalisation des relations, tant politiques qu'économiques, avec la Pologne. D'autre part, la France se trouve actuellement sans ambassadeur à Varsovie, l'ancien titulaire ayant été nommé à Moscou, et le Quai d'Orsay attend avec impatience l'agrément d'un nouveau représentant. Paris, qui se doit de marquer le coup après cet incident inadmissible, se trouve donc au même moment en position de demandeur, ce qui peut l'inciter à peser soigneusement sa réaction. Certains, à Varsovie ou à Cracovie, ont peut-être pensé que le moment et l'occasion étaient favorables pour marquer un point. Mais c'est un jeu bien dangereux.

(Lire nos informations page 23.)

## L'opposition est majoritaire dans 69 départements

● La gauche a mieux résisté que prévu, mais elle doit perdre trois présidences de région

● La droite met en garde le chef de l'Etat contre l'introduction de la proportionnelle aux législatives

Le second tour des élections cantonales, dimanche 17 mars, permet à l'opposition, créditée de 53,51 % des suffrages exprimés dans les mille deux cent trente et un cantons à pourvoir, d'emporter dix départements jusqu'alors détenus par la gauche (parmi ces derniers, deux d'entre eux, l'Oise et la Corrèze, avaient changé de camp avant le scrutin, et la Corse-du-Sud était détenue par le MRG, au

bénéfice de l'âge). La gauche, qui obtient 46,28 % des suffrages exprimés, enlève la Guadeloupe et la Guyane à l'opposition, mais perd 248 cantons, tandis que la droite en gagne 381 et l'extrême droite 1.

Ces résultats doivent permettre à l'opposition de prendre le contrôle des conseils régionaux d'Aquitaine, de Poitou-Charentes et de Picardie.

## La porte étroite

par JEAN-MARIE COLOMBANI

1986 n'est pas joué. Cette affirmation, qui pouvait passer pour militante ou folklorique il y a à peine un an, n'est plus hors de saison.

En dépit de la nette victoire de l'opposition, les élections cantonales viennent de montrer que le jeu politique, fermé par les européennes de juin 1984, est de nouveau ouvert. Leurs résultats, et surtout les sondages qui les accompagnent, s'inscrivent à l'évidence dans un mouvement électoral qui tend à réduire l'amplitude des mouvements du balancier droite-gauche. Ce constat est d'importance pour les conseillers

de M. Mitterrand, qui, depuis plusieurs mois, se demandent si le président pourra se maintenir au pouvoir après 1986, comment et à quelles conditions.

L'enjeu, pour les socialistes, est historique. Que la gauche soit balayée en 1986, et l'on imagine mal - comme l'observe justement M. Barre - que M. Mitterrand ait une autre issue que de se démettre. Même s'il assure à ses visiteurs - d'opposition - que, dans un tel cas de figure, il se soumettrait.

(Lire la suite page 3.)

## Le pouvoir face à ses tentations

par ANDRÉ FONTAINE

Discret au premier tour, le frémissement est un peu plus perceptible au second. Ce n'est pas la « déroutée » annoncée par certains. La gauche demeure une composante essentielle du paysage politique national.

Le résultat n'était pas garanti au départ : la combinaison de l'austérité et du chômage ne constitue pas un programme électoral particulièrement attirant, surtout lorsqu'on se réclame du socialisme. De surcroît, l'union de la gauche, dont l'existence, même dans ses plus belles heures, a toujours été quelque peu sujette à caution, s'est brisée l'été dernier. Le PCF partage équitable-



ment désormais ses attaques entre la majorité et l'opposition.

Il est vrai que, au lendemain du premier tour, il a prôché ce que l'on est convenu d'appeler la « discipline républicaine » : c'était le prix à payer pour conserver un maximum de ses sièges. Mais il est non moins vrai que le cœur n'y était pas. Or, dans l'ensemble, les voix communistes se sont bien reportées sur les candidats socialistes demeurés en lice. Les consignes de la direction du parti ne suffisent pas à l'expliquer : comme en 1981, une proportion non négligeable de l'électorat du PCF demeure plus unitaire qu'elle.

Le mouvement inverse est moins net. Plus d'un candidat communiste a été battu parce que des électeurs socialistes n'ont pas voulu voter pour lui. L'intéressant est qu'on peut faire la même constatation à propos des reports entre la droite parlementaire et le Front national. A de rares exceptions près, les partisans de Jean-Marie Le Pen ont voté massivement, comme il le leur demandait, pour les amis de Jacques Chirac et de Valéry Giscard d'Estaing.

(Lire la suite page 3.)

## L'aggravation de la guerre irano-irakienne

Tandis que la « guerre des villes » se poursuit sans relâche, l'Irak et l'Iran revendiquent chacun la « victoire » dans les combats qui se sont déroulés ces derniers jours dans une région marécageuse, dans le sud de la République baasiste. Bagdad a demandé au Conseil de

sécurité d'instaurer une trêve qui ouvrirait la voie à des négociations de paix.

Il a d'autre part invité les compagnies aériennes à ne plus survoler le territoire iranien, en raison des risques que les bombardements feraient courir aux avions civils.

Tandis que la capitale irakienne célébrait en liesse ce lundi 18 mars la « grande victoire » remportée dans les marais du Sud, une forte explosion a secoué le centre de la ville, provoquant la panique. C'est la troisième explosion à Bagdad depuis trois jours.

La rapidité fulgurante avec laquelle s'est étendue et intensifiée la « guerre des villes », après des mois d'une relative accalmie, donne à penser que les deux belligérants l'avaient prévue, préparée, voire souhaitée, chacun des deux escomptant qu'elle tournerait à son avantage.

Si les calculs de l'Iran ne sont pas, à première vue, évidents, ceux de l'Irak vont de soi, tant la supériorité de ses moyens paraît incontestable. Bien

que numériquement inférieures, les forces de Bagdad étaient parvenues à dominer tous les théâtres d'opérations grâce, notamment, aux armements lourds reçus d'URSS et de France. Elles avaient, dès mars der-

nières. Il est douteux, malgré tout, que les dirigeants de Téhéran aient pris le pari de gagner la « guerre des villes », leurs atouts ayant une valeur toute relative, comme l'a démontré l'évolution des hostilités. Les missiles irakiens - Frog, Scud, SS-12 (ces derniers d'une portée de 600 à 700 kilomètres) - ont atteint les cités, proches ou lointaines.

Les quelques cinq cents avions de combat, les stocks de missiles soviétiques d'une redoutable efficacité, face à la soixantaine d'appareils iraniens présumés en état de marche, étaient donc théoriquement suffisants pour infliger de lourdes pertes à l'adversaire, le contraignant soit à déclencher prématurément sa « grande offensive », tant de fois claironnée puis différée, soit à y renoncer définitivement. L'armée irakienne aurait eu alors le loisir de bouter hors de son territoire les unités islamiques qui s'étaient inscrites, au printemps dernier, dans la région marécageuse des îles Majnoun, à une quinzaine de kilomètres de la frontière.

Ainsi espérait-on, à Bagdad, en finir avec une insupportable guerre d'usure que les Iraniens avaient intérêt à prolonger jusqu'au jour où ils se seraient donnés les moyens de s'emparer de l'axe routier Bagdad-Bassorah, dont le contrôle leur permettrait de couper la République baasiste en deux avant d'en occuper la partie méridionale, peuplée de chiites.

Plutôt que de faire avorter la stratégie irakienne, en refusant de s'engager dans la « guerre des villes », la République islamique a curieusement relevé le défi avec célérité, allant jusqu'à accélérer l'escalade, comme si elle escomptait, elle aussi, tirer profit de la confrontation.

Les dirigeants de Téhéran ont peut-être misé sur deux ou trois atouts : la haute compétence des pilotes iraniens, dont beaucoup ont été formés dans des académies américaines à l'époque du Chah ; la vulnérabilité des villes irakiennes, en raison de leur proximité de l'artillerie ou des bases aériennes islamiques tandis que les principales cités iraniennes, comme Téhéran ou Ispahan, sont situées à des centaines de kilomètres de la force de frappe de la République baasiste ; enfin, le recours inattendu aux missiles sol-sol, d'origine inconnue, dont l'Iran a pu se doter dans des conditions qui demeurent mysté-

## A chacun ses calculs

par ERIC ROULEAU

par l'auteur des « Chênes verts »

sylvie  
caster  
Nel est mort

roman

B  
barrault



«... Le vrai scandale serait qu'on oublie de juger ce livre à la seule aune qui vaille, celle mystérieuse alchimie qui a pour nom : littérature.»

BERNARD LE SAUX / L'ÉVÉNEMENT DU JEUDI

## AU JOUR LE JOUR

### Résultats

Cela fait une succession fâcheuse de mauvais résultats. D'abord il y eut, au niveau de la compétition européenne, une grande déception. Suivirent les batailles hexagonales, rudes secousses pour l'équipe dominante. Echec douloureux, même s'il était prévisible.

Faut-il pour autant parler de désastre et sombrer dans la mélancolie ? Les vainqueurs ont le succès modeste. Sans doute redoutent-ils quelque manœuvre de l'arbitre. Ils ont raison d'être prudents : l'équipe de football de Bordeaux n'a peut-être pas dit son dernier mot.

BRUNO FRAPPAT.

## LIRE

### 26. ÉTRANGER

L'URSS aurait commencé à installer des missiles SS-25.

### 26. DIPLOMATIE

Un entretien avec M. Pflimlin, président du Parlement européen.

### 28. ÉDUCATION

La montée de FO inquiète les syndicats d'enseignants.

### 28. SCIENCES

Une découverte franco-américaine : le code génétique n'est pas universel.

### 28. SOCIÉTÉ

La commission presse-justice propose une réforme du secret de l'instruction.

### 44. MARCHÉ COMMUN

Trois jours pour réussir l'élargissement.